



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU BAS-RHIN

Préfecture
Direction des collectivités locales
Bureau de l'environnement
et des procédures publiques

ARRÊTÉ du 31 JAN. 2014

**fixant des prescriptions
à la société Pétroplus Raffinage Reichstett à Reichstett pour la mise en sécurité
de ses installations mises à l'arrêt définitif**

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 512-20, R 512-31, R 512-39-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 février 2010 portant prescriptions au titre du livre V, titre 1er du Code de l'Environnement à la société Pétroplus Raffinage Reichstett pour la mise à jour des prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter la raffinerie de pétrole de Reichstett et Vendenheim ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 février 2011 fixant des prescriptions complémentaires à la société Pétroplus Raffinage Reichstett à Reichstett et Vendenheim au titre du livre V, titre 1er du Code de l'Environnement ;
- VU** la notification du 7 juin 2011 mise à jour par le courrier du 7 juillet 2011, par laquelle la société Pétroplus Raffinage Reichstett à Reichstett, porte à la connaissance du préfet la mise à l'arrêt définitif de ses installations de raffinage autorisées ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2013 portant autorisation d'exploiter au titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement un dépôt d'hydrocarbures par la société Wagram Terminal à Reichstett ;
- VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées portant sur la visite du 7 novembre 2013 ;
- VU** le rapport du 11 décembre 2013 de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** les observations de la société Pétroplus Raffinage Reichstett ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 8 janvier 2014.

CONSIDÉRANT que la société Pétroplus Raffinage Reichstett à Reichstett a mis à l'arrêt définitif les installations autorisées ;

CONSIDÉRANT qu'il est apparu lors de l'inspection du 07 novembre 2013 que l'établissement mis à l'arrêt définitif n'est pas mis en sécurité et la présence de déchets dont certains ne sont pas stockés sur rétention étanche ;

CONSIDÉRANT la sensibilité de la nappe d'eau souterraine et ses usages pour l'alimentation en eau ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi établi que le site insuffisamment mis en sécurité présente des dangers ou inconvénients portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient pour la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement de prescrire à la société Pétroplus Raffinage Reichstett la mise en sécurité des lieux jusqu'aux travaux de remise en état du site de l'installation ;

CONSIDÉRANT la reprise par la société Wagram Terminal d'une partie du site ;

APRÈS communication à la société Pétroplus Raffinage Reichstett à Reichstett du projet d'arrêt ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1

La société Pétroplus Raffinage Reichstett à CD 37, 67116 Reichstett, se conforme aux prescriptions suivantes de mise en sécurité concernant ses installations de la raffinerie de Reichstett mises à l'arrêt :

1.1 Gestion des déchets

Les déchets de l'exploitation sont enlevés du site et orientés vers des installations disposant des autorisations et agréments requis pour leur transit, leurs traitements intermédiaires et leurs traitements finaux.

Les justificatifs prévus par les lois et règlements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'ensemble des déchets d'exploitation est enlevé du site dans les délais ci-dessous à partir de la date de notification du présent arrêt :

- déchets des bassins d'orage deux mois,
- autres déchets trois mois.

D'ici à leur enlèvement les déchets sont entreposés dans des conditions garantissant le confinement des fuites éventuelles (capacités de rétention pour les contenants de déchets liquides) et toute dissémination dans l'environnement.

1.2 Interdictions ou limitations d'accès au site

L'exploitant met en place des dispositifs permettant d'empêcher l'accès au site.

Les dispositifs d'interdiction de l'accès sont réalisés suivant l'état de l'art et leur intégrité est maintenue par l'exploitant. L'état de ces dispositifs est contrôlé régulièrement par l'exploitant. Ces contrôles et les travaux de maintenance sont enregistrés. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.3 Suppression des risques d'incendie et d'explosion

L'exploitant maintient des moyens d'intervention pour gérer le risque d'incendie généré par les déchets et ce jusqu'à leur enlèvement.

1.4 Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

L'exploitant dimensionnera et établira un réseau de surveillance des eaux souterraines proche et un réseau lointain adapté aux pollutions présentes sur site.

Les analyses des eaux souterraines seront trimestrielles et porteront sur les paramètres suivants :

Ph, indice hydrocarbure, organohalogénés adsorbables (AOX), BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène, Xylène), Métaux (Hg, Cd, Cr, Ni, Pb, V, Zn, Cu), Methyl tertio Butyl Ether (MTBE), (ETBE) Ethyl Tertio Butyl Ether

1.5 Confinement de la pollution des eaux souterraines

L'exploitant doit assurer le confinement de la pollution des eaux souterraines présente sur le site (flottants et dissous).

Article 2 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 3 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société Pétroplus Raffinage Reichstett.

Article 4 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.


Article 5 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre I^{er} du titre 7 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Article 6 – EXÉCUTION

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 - le Directeur de la société Pétroplus Raffinage Reichstett,
 - le Maire de Reichstett,
 - le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin
 - le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées),
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.